

**UNION DES COMORES**

=====

**PRESIDENCE DE L'UNION**

=====

**SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT**

=====

**COMMISSARAT GENERAL AU PLAN**

=====

**DIRECTION GENERALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE**

**NOTE EXPLICATIVE**

**DE RESULTATS DES COMPTES NATIONAUX DE L'ANNEE DE BASE 2007  
SELON LE SCN 93**

*Février 2012*

## I. INTRODUCTION

La rénovation des comptes nationaux entreprise par la DNS dans le cadre du PRCI a permis de mettre en place une année de base 2007. Ces comptes ont été élaborés selon la méthodologie du SCN 93 à l'aide de l'outil informatique ERETES.

Par ailleurs, le changement de méthodologie, à travers le passage du SCN 68 au SCN 93, a eu un impact sur le niveau des nouveaux agrégats macroéconomiques obtenus.

Une note explicative sur toutes ces nouveautés est importante pour comprendre l'impact des changements intervenus.

## II. PRINCIPAUX RESULTATS OBTENUS

Le processus de rénovation des comptes nationaux a démarré par le choix de l'année de base 2007 selon le critère principal de « stabilité » de l'économie, comparativement aux années 2008 à 2010 qui ont connu des crises aussi bien au niveau national ou international.

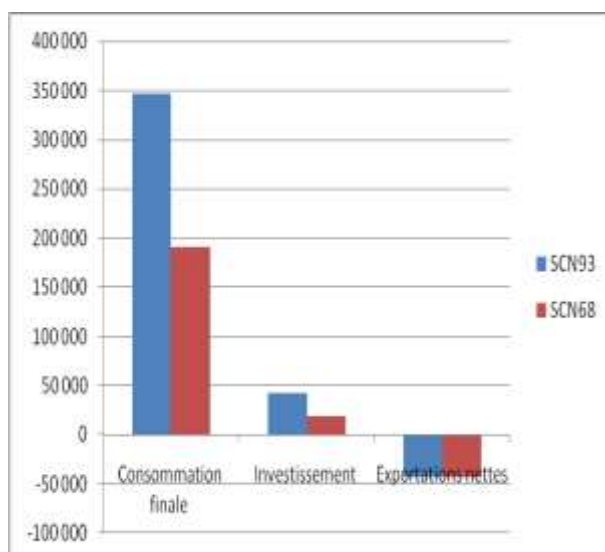
Sur la base de l'année de 2007, les collectes de données ont été organisées afin d'obtenir le maximum d'informations, conformément aux exigences du SCN 93.

Comme résultats obtenus sur le principal indicateur qui est le Produit Intérieur Brut (PIB) en 2007, il a été évalué à 344,9 milliards KMF. Selon l'optique production, la répartition du PIB est la suivante : 36,2% pour le secteur primaire, 10,6% pour le secondaire et 49,7% par le tertiaire. Selon l'optique emploi, le PIB reste dominé par la consommation finale, dont celle des ménages représente 91,4%, et 12,1% pour l'investissement.

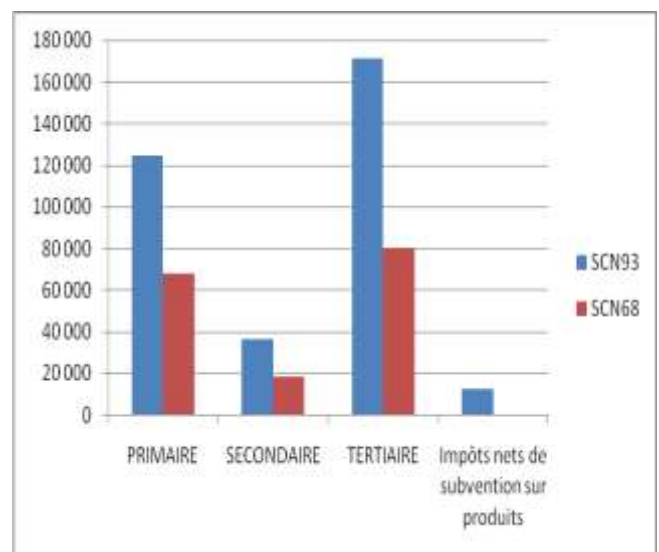
Par ailleurs, la valeur ajoutée générée par les activités du secteur informel représente 55,3% du PIB. Cette proportion se répartit entre 36,2% pour les activités agricoles et 19,2% pour les activités non agricoles (en grande partie commerciale).

**En comparaison aux résultats atteints par l'ancien système (SCN 68) pour la même année 2007, le PIB était de 166,2 milliards KMF. Ainsi, le niveau du PIB de 2007 selon le SCN 93 représente 2,1 fois celui obtenu selon le SCN 68.**

**Graphique 1 : Répartition des emplois du PIB (SCN 93 et SCN 68)**



**Graphique 2 : Répartition des ressources du PIB (SCN 93 et SCN 68)**



### III. PRINCIPALES INNOVATIONS

La rénovation des comptes nationaux selon le SCN 93 à l'aide du module ERETES a introduit des nombreuses innovations, aussi bien sur le plan méthodologique que sur l'organisation pratique du dispositif mis en place pour conduire les travaux.

#### 1. L'outil informatique d'aide à l'élaboration des comptes national : ERETES

Il s'agit d'un logiciel mis au point grâce à l'appui de la Coopération française et de l'Union Européenne pour servir d'aide à l'élaboration des comptes nationaux.

Le module ERETES est doté de fonctions suivantes :

- une base de données qui comprend : un espace de stockage des informations et des tableaux de travail ;
- un système de gestion qui permet la coordination d'une campagne d'élaboration des comptes nationaux par une répartition des tâches entre les membres de l'équipe et une organisation en réseau;
- un guide méthodologique de l'élaboration des comptes à travers un schéma des étapes de travail à réaliser, des écrans d'aide pour chacune des étapes et une aide au suivi des travaux effectués ;
- des fonctions annexes permettant notamment l'édition des tableaux de synthèse et de toute autre information disponible dans la base de données.

#### 2. L'adoption du SCN1993 et l'adaptation des classifications internationales

La DNS s'est engagée à travers l'appui du PRCI (financé par la BAD) à moderniser ses comptes nationaux par l'adoption du système de comptabilité nationale des Nations Unies dit SCN 1993. Ainsi, une nouvelle année de base en référence au SCN93 a été mise en place : il s'agit de l'année de base 2007.

En outre, de nouvelles nomenclatures d'activités et de produits conformes à la révision 4 de la CITI et à la révision 2 de la CPC sont utilisées. Ces nomenclatures ont été adaptées au contexte des pays membres d'AFRISTAT (NAEMA et NOPEMA révision 2). Les nomenclatures utilisées dans le cadre des comptes nationaux sont issues de ces classifications.

#### 3. Une meilleure couverture des phénomènes économiques

Un regard nouveau a été porté sur les domaines suivants, conformément aux exigences du SCN 93. Cela nécessite également la collecte de nouvelles informations pour répondre à ces préoccupations. Ces domaines constituent des nouveautés par rapports au SCN 68 et offrent des éléments d'explication concernant l'augmentation du PIB selon la nouvelle méthodologie:

- l'aide internationale dont l'évaluation directe permet de mieux saisir son impact sur l'économie nationale notamment dans l'estimation de la formation brute de capital fixe (FBCF) : cela a été réalisé par la prise en comptes des investissements publics financés par les dons projets à travers les données du Programme d'investissement publics (PIP). **Ainsi, près de 8 milliards KMF ont été mobilisés à ce niveau ;**
- la production non marchande pour compte propre des ménages : le SCN 93 va élargir le concept de production pour intégrer les activités réalisées en vue de leur propre consommation ; c'est le cas de :

- l'autoconsommation agricole (**33 milliards KMF**) ;
  - les loyers imputés (**53 milliards KMF**) ;
  - les services domestiques (**627 millions KMF**);
- la consommation de capital fixe (CCF) des administrations publiques : cet agrégat mesure l'amortissement économique dû à l'usure ou à l'obsolescence des équipements des administrations publique ; ainsi sa prise en compte permet de passer des agrégats bruts aux agrégats nets (**5,7 milliards KMF**) ;
  - la prise en compte des activités du secteur informel : les principales activités informelles ont été identifiées selon la nomenclature des branches et des collectes légères et des estimations ont été réalisées afin de dresser leur compte de production et d'exploitation (**190,8 milliards KMF, soit 55,3% du PIB, y compris les activités informelles agricoles avec les données du RGA 2004 et non agricoles**);

#### 4. **Une démarche plus structurée**

La nouvelle démarche d'élaboration des comptes nationaux repose sur les trois axes suivants:

- une intégration temporelle des travaux depuis les sources statistiques jusqu'aux résultats ;
- une approche intégrée des données collectées ;
- une procédure d'élaboration itérative permettant d'une part d'intégrer toutes les informations disponibles en les confrontant entre elles et d'autre part d'abandonner le système d'estimation par solde.

#### 5. **Le développement de l'esprit d'équipe**

Les tâches sont réparties entre les membres de l'équipe, avec une décentralisation des responsabilités, une transparence des méthodes et une confrontation des hypothèses et coordination rigoureuse des étapes de travail.

#### 6. **L'exigence de la cohérence des données**

Elle consiste en :

- la mise en place d'un fichier de suivi des entreprises formelles ;
- l'exploitation des données disponibles sur l'emploi ;
- la mise en cohérence des données de la balance des paiements, du commerce extérieur, et des finances publiques avec celles de la comptabilité nationale.

#### IV. INDICATEURS CARACTERISTIQUES

Quelques ratios calculés à partir des agrégats obtenus des résultats des comptes nationaux permettent de caractériser l'économie comorienne.

**Tableau 1 : Indicateurs caractéristiques de l'économie comorienne**

<b>Indicateurs caractéristiques</b>	<b>2007</b>
PIB par tête (en KMF)	551 272, soit 1531 KMF par jour
Consommation finale par tête (en KMF, y compris autoconsommation)	504 009
<i>Consommation finale par tête (en KMF, hors autoconsommation)</i>	<i>358 229</i>
Consommation finale par ménage (en KMF, y compris autoconsommation)	2 935 434
<i>Consommation finale par ménage (en KMF, hors autoconsommation)</i>	<i>2 086 388</i>
Consommation finale des ménages / PIB	91,4%
Consommation finale Publique / PIB	8,7%
FBCF privée /PIB	7,5%
FBCF publique /PIB	3,9%
Investissement total /PIB	12,1%
Exportations /PIB	7,4%
Importations / PIB	20,0%
Taux de couverture du commerce extérieur (Exportations/Importations, y compris biens et services)	37,1%
Taux de pression fiscale (recettes fiscales/PIB)	4,8%
Valeur ajoutée du Primaire/PIB	36,2%
Valeur ajoutée du Secondaire/PIB	10,6%
Valeur ajoutée du Tertiaire/PIB	49,7%
Valeur ajoutée du Secteur informel/PIB	55,3%

#### V. PERSPECTIVES A COURT-MOYEN TERME

Concernant la poursuite du processus de rénovation des comptes nationaux, les perspectives à court-moyen terme sont:

- l'élaboration d'une année courante des comptes de 2008 à l'aide du module ERETES (mars-août 2012) ;
- l'élaboration d'une année courante des comptes de 2009 à l'aide du module ERETES (septembre 2012 – février 2013) ;
- la retropolation de la série 1990 à 2006 selon le SCN 93 (mars – avril 2013) ;
- l'élaboration des comptes provisoires de l'année 2010 (mai-octobre 2013).

##### **Conditions de réussite des activités en perspective :**

- assurer le financement des activités statistiques (collecte de données, ateliers de formation) dans les délais impartis par les programmes de travail ;
- doter la DNS des équipements informatiques ;
- résoudre les problèmes liés à l'énergie pour travailler dans la sérénité ;
- stabiliser et motiver le personnel (en particulier les stagiaires).

## TABLEAUX ANNEXES

**Tableau 1 : Répartition du PIB selon l'optique emploi (en millions KMF)**

	SCN 93	SCN 68	Ecart	Explications
<b>Consommation finale</b>	<b>346 568</b>	<b>190 918</b>	<b>155 650</b>	
Ménage	315 288	169 463	145 825	Intégration de l'autoconsommation des ménages, loyers imputés, services domestiques (prise en compte des données de l'EIM 2004)
Administrations publiques	30 116	21 455	8 661	Intégration de la Consommation de capital fixe (CCF)
ISBLSM	1 164		1 164	Enquêtes ISBL
<b>Investissement</b>	<b>41 717</b>	<b>18 397</b>	<b>23 320</b>	
Formation brute de capitale fixe	39 453	16 269	23 184	
Privée	25 940		25 940	Intégration de l'auto construction des ménages, l'investissement des entreprises privées formelles et informelles
Publique, ISBLSM	13 513		13 513	Intégration des investissements publics financés sur ressources internes et externes (aides projets à partir des données du PIP)
<i>Variations des stocks</i>				
	2 264	2 128	136	Intégration des stocks des produits d'exportation (vanille, girofle et ylang ylang) en raison de la baisse des cours, estimation des stocks des produits de l'élevage
<b>Exportations nettes</b>	<b>-43 431</b>	<b>-43 086</b>	<b>-345</b>	
<i>Exportations</i>	25 636	25 696	-60	
<i>Importations</i>	-69 067	-68 781	-286	Conformité aux données de la Balance des paiements
<b>PIB</b>	<b>344 854</b>	<b>166 229</b>	<b>178 625</b>	

**Tableau 2 : Répartition du PIB selon l'optique production (en millions KMF)**

Branches d'activités du nouveau système	Valeur ajoutée (SCN 93)	Valeur ajoutée informelle (SCN 93)	Branches d'activités de l'ancien système	Valeur ajoutée (SCN 68)	Ecart	Explications
<b>PRIMAIRE</b>	<b>124 764</b>	<b>124 764</b>	<b>PRIMAIRE</b>	<b>67 874</b>	<b>56 890</b>	Prise en compte des données du RGA 2004 et estimation de l'autoconsommation agricole
Agriculture	97 282	97 282	Agriculture, élevage, pêche, sylviculture	67 874		
Elevage, chasse	7 366	7 366				
Sylviculture	2 372	2 372				
Pêche	17 744	17 744				
<b>SECONDAIRE</b>	<b>36 427</b>	<b>23 802</b>	<b>SECONDAIRE</b>	<b>18 095</b>	<b>18 332</b>	Prise en compte des activités extractives, des industries extractives formelles et informelles
Extractions	4 110	920				
Industries manufacturières	22 259	18 002	Industries manufacturières	6 780		
Electricité, Eau, gaz	2 327	0	Electricité, gaz, eau	2 676		
BTP	7 731	4 880	Bâtiments et travaux publics	8 639		
<b>TERTIAIRE</b>	<b>171 283</b>	<b>42 269</b>	<b>TERTIAIRE</b>	<b>80 260</b>	<b>91 023</b>	Prise en compte du commerce informel, des loyers imputés et services domestiques
Commerce	54 352	31 634	Commerce, hôtels, bars, restaurants 1/	45 830		
Transports, poste et courrier	5 624	4 592	Transports et télécommunications	8 352		
Hébergement et restauration	4 125	2 609				
Information et communication	12 893	0				
Banques et assurances	4 196		Banques, assurances, AI, SRE 2/	6 882		
Autres services marchands	14 389	3434	Autres services	869		
Administrations publiques	22 327		Administrations publiques	22 534		
Autres services non marchands	54947					
SIFIM	-1 570		Production bancaire imputée	-4 206		
<b>VALEUR AJOUTEE TOTALE</b>	<b>332 474</b>	<b>190 835</b>	<b>VALEUR AJOUTEE TOTALE</b>	<b>166 229</b>	<b>166 245</b>	
Impôts nets de subvention sur produits	12 380				12 380	Intégration des données du TOFE
<b>PIB 2007 (SCN 93)</b>	<b>344 854</b>		<b>PIB 2007 (SCN 68)</b>	<b>166 229</b>	<b>178 625</b>	